

# Quand on arrête enfin de se raconter des histoires

## L'invité

**Christophe Reymond**

Directeur du Centre Patronal



En matière d'approvisionnement électrique, le ver de l'insécurité est dans le fruit depuis 2017, année de l'adoption de la fameuse Stratégie énergétique 2050. La décision d'arrêter à terme l'exploitation des centrales nucléaires en constituait l'élément symboliquement le plus fort, en même temps que stratégiquement le plus hasardeux.

Pour remplacer le tiers de notre production actuelle, on a fait croire que les «nouvelles» énergies renouvelables (le solaire et l'éolien) et une meilleure efficacité énergétique feraient l'affaire. Mais rien ne se passe comme prévu, d'autant qu'il faut se préparer simultanément à une forte augmentation de la consommation (on utilisera 40% de courant en plus d'ici à 2050) et à une baisse des importations en provenance des pays voisins.

De tous les côtés, on avertit désormais à propos des risques de black-out ou de pénurie d'électricité hivernale. Et ce ne sont pas les coups de poker institutionnellement calamiteux de la conseillère fédérale Sommaruga sur le front des procédures de recours, notamment contre les installations d'éoliennes, qui changeront grand-chose. La seule question qui vaille est maintenant de disposer de nouvelles capacités de production efficaces et de maintenir celles qui existent

encore. À la mi-février, le Conseil fédéral a fait un premier pas dans la bonne direction. Dès l'hiver prochain, les exploitants de centrales hydroélectriques devront conserver contre rémunération une certaine quantité d'énergie qu'ils mettront à disposition en cas de besoin.

Le gouvernement a par ailleurs brisé un tabou en envisageant la construction de deux ou trois centrales à gaz. Cela constituerait un soulagement du point de vue de la sécurité de l'approvisionnement, même si la perspective de ne les utiliser qu'en situation d'extrême nécessité fait douter de l'opportunité de dépenses qui se compteront en centaines de millions. Si l'on se décide à investir massivement dans de nouvelles infrastructures, cela ne doit-il pas être pour produire autant qu'il est possible, y compris parce que cela aurait un effet modérateur sur les prix du courant?

On attend encore du Conseil fédéral qu'il brise un deuxième tabou en annonçant une prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires encore en activité jusqu'à soixante ans. Mme Sommaruga a confirmé récemment que celles-ci étaient sûres. C'est l'occasion de reconnaître que leur exploitation limite grandement le besoin de recourir aux importations hivernales.

À ce stade, il faut donner acte à notre gouvernement qu'il envisage désormais d'agir, et non plus seulement de se bercer d'illusions s'agissant de nos besoins en électricité. Arrêter de se raconter des histoires (et d'en raconter aux citoyens) constitue toujours un préalable indispensable à la mise en œuvre d'une bonne politique.